



Cette semaine, faisons le point sur la progression à chaud, ce mécanisme fiscal discret qui gonfle la charge des contribuables et offre une marge de manœuvre illégitime pour l'Etat. Nous faisons ensuite la lumière sur le financement réel de notre système de santé, bien au-delà des primes. Puis, un peu d'histoire sur la politique migratoire suisse, entre ouverture et prudence. Enfin, nous mettons en avant le commerce des services, souvent sous-estimé. Bonne lecture!

Progression à chaud I

Fact-checking sur la compensation de la progression à chaud

La progression à chaud fait augmenter automatiquement la charge fiscale de tous les citoyens et divise les cantons. Lukas Rühli épluche les arguments des gouvernements et montre pourquoi la compensation de cette hausse insidieuse est non seulement possible, mais nécessaire.

[Je veux en savoir plus.](#)

Le chiffre de la semaine



Voici combien d'impôts supplémentaires les ménages suisses ont dû verser à la Confédération, aux cantons et aux communes entre 2011 et 2023, faute de compensation de la progression à chaud. Ce montant résulte de la croissance des salaires réels dans l'ensemble de la société depuis 2010, à laquelle aucun ajustement des tranches d'imposition n'a jamais été effectué.

Progression à chaud II

Marge de manœuvre controversée pour l'Etat



Comme le montre le chiffre ci-dessus, depuis 2010, la croissance des salaires réels a permis à la Confédération, aux cantons et aux communes d'accumuler 20 milliards de francs supplémentaires. En 2012 déjà, l'augmentation de 2,3% des salaires réels par rapport à 2010 se traduisait par 596 millions de francs additionnels pour les finances publiques. Au fil des années, cette progression s'est accentuée: en 2020, les salaires réels moyens étaient supérieurs de 8,4%, générant 2,55 milliards de francs supplémentaires.

[Les détails avec Lukas Rühli.](#)

Migration

Entre ouverture et prudence



Ouvrir ou fermer les frontières? Depuis plus d'un siècle, la Suisse tente de trouver l'équilibre entre prospérité et stabilisation. Patrick Leisibach et Agustina Rodriguez retracent les grandes étapes d'une politique migratoire en constante évolution, du temps des ouvriers italiens à la libre circulation avec l'UE.

[Je plonge dans le vif du sujet.](#)

Santé

Au-delà de la prime: qui finance réellement notre système de santé?

Les primes d'assurance-maladie ne représentent que la partie visible de l'iceberg: derrière, un important mécanisme de solidarité fiscale soutient notre système de santé, comme le relèvent Diego Taboada et Emilie Dousse. Découvrez comment se répartissent réellement les contributions et pourquoi la «prime par tête» continue de faire débat.

[Ça m'intrigue.](#)

Essential

Le commerce des services, un domaine sous-estimé



Un contexte, des faits, des chiffres et des recommandations. Ce mois-ci, notre Essential couvre le commerce des services, qui pèse désormais plus de 40% du commerce extérieur suisse et soutient plus d'un million d'emplois. Conseil, recherche, logiciels: les services suisses s'échangent aujourd'hui au-delà des frontières, façonnant une nouvelle économie mondiale. Michele Salvi et Simon Stocker relèvent pourtant que ce moteur discret de notre prospérité reste largement sous-estimé. Découvrez pourquoi il est crucial de mieux en comprendre les enjeux.

[Tour d'horizon.](#)

Événement

Séminaire public sur la Suisse et l'UE

28 novembre 2025 | 09:00 - 13:00

Auditorium Ivan Pictet A | Maison de la Paix, Genève

Alors que l'équilibre du monde se recompose sous l'effet des décisions américaines, la Suisse et l'UE s'efforcent de consolider leur partenariat. Notre 11e séminaire sur les relations entre la Suisse et l'Union européenne invite à débattre des grands enjeux: rôle de l'euro, innovation en Europe et avenir de la libre circulation.

Nous pourrons notamment compter sur la participation de **Hendrik Budliger**, Fondateur et CEO, Demografik, **Pascal Sciarini**, Professeur de science politique et Doyen de la faculté des sciences de la société, Université de Genève, **Alexander Barclay**, Délégué au numérique, République et Canton de Genève, **Nicolas Durand**, CEO de la Fondation Campus Biotech Geneva et membre du comité d'economiesuisse, **Cédric Tille**, Professeur d'économie, Geneva Graduate Institute et **Mathilde Farine**, Journaliste économique Radio Télévision Suisse.

Ce séminaire est organisé en partenariat avec le Geneva Graduate Institute et le foraus. [Inscrivez-vous](#) sans plus attendre!



Revue de presse

Dans les médias

Progression à chaud Le [24 Heures](#), le [Blick FR](#) et LFM ont relevé les 20 milliards d'impôts payés en trop entre 2010 et 2023 par les contribuables. Contrairement au renchérissement, la progression à chaud n'est pas compensée par la Confédération, ni par les cantons. Des propositions pour la compenser sont actuellement en attente au niveau fédéral et dans plusieurs cantons. Mais leur adoption se heurte à des résistances. «La compensation de la progression à chaud n'a tout simplement pas de lobby», observe Lukas Rühli, auteur des analyses à ce sujet.

On vous a transféré cette infolettre?

Alors [inscrivez-vous à notre infolettre](#), afin d'être toujours au courant de nos actualités.

Qui sommes-nous?

En tant que think tank indépendant, **Avenir Suisse** développe des idées pour l'avenir de la Suisse, en se fondant sur des études scientifiques et des principes libéraux.

Nos publications actuelles

avenir suisse

10.08.2020

analyse

En avant, la Poste!

Le géant jaune doit se réinventer en s'appuyant sur ses atouts traditionnels

Christoph Essmering

La Poste Suisse a besoin d'une **réorganisation** complète. La localisation et la liberté d'entrepreneuriat doivent être au centre des préoccupations.

Par «**rélocalisation**», on entend le fait de mettre l'accent sur le cœur de métier de l'entreprise, à savoir le transport physique d'informations et de marchandises dans toute la Suisse. Par «**liberté**», on entend le fait de ne pas livrer la Poste par des directives politiques désuètes là où elle doit agir.

Pour cela, trois éléments sont nécessaires. Premièrement, une nouvelle gouvernance qui fixe certes des lignes directrices à la Poste, mais qui rend l'Ultrasa indépendante en politique, administration et entreprise.

Deuxièmement, une division de groupe suivie de la privatisation de certaines parties de l'entreprise.

Troisièmement, des limites claires à l'expansion de la Poste sur de nouveaux marchés, précisément là où l'entreprise publique est une entrave aux prestataires privés.

1. Introduction: le plus grand défi depuis la création de 1998

La Poste Suisse fournit une très bonne qualité dans son activité principale. Elle est connue de tous en tant que garant de l'Union postale universelle (UPU) depuis 1998. Sa fiabilité est donc reconnue, de la même manière que la personnalité des postes, la réparation de la Suisse ou l'effacement de sa carte postale.

Les Américains disent: «It's not broke, don't fix it». Si quelque chose fonctionne, pourquoi le changer? Ce bon document cache toutefois le fait que la Poste est dans une mauvaise passe. Actuellement, elle n'est remplie que des nombreuses obligations de la Confédération en matière de service public, sans recevoir d'argent de l'Etat. Mais sans effacement, le géant jaune ne peut donc pas offrir les mêmes services que les autres entreprises.

Qu'envisage-t-on pour l'avenir de la Poste? Pour assurer à une entreprise cette efficacité de la Poste, il faut se concentrer sur ce que l'on appelle la valeur ajoutée. Cette dernière permet de mesurer si l'entreprise apporte une solution ou une création de personnel.

avenir suisse

Réponses au choc douanier

Comment la Suisse peut renforcer sa compétitivité au cours des 12 prochains mois

Jörg Müller, Patrick Lenzbach, Michele Salvi, Patricia Schuler, Lukas Schlegel et Diego Toldado

20.08.2020

Les nouveaux droits de douane américains de 35% touchent une partie importante de l'économie d'exportation suisse et créent une incertitude dans la planification. Outre les effets de politiques extérieures, des réformes ciblées de politique intérieure sont nécessaires pour garantir la compétitivité. Ce document présente les champs d'action prioritaires ainsi que ceux où il faut délibérément s'abstenir d'intervenir.

1. Maintenir la loi sur le travail

2. Stabiliser les coûts du travail

3. Renforcer le réseau postal

4. Minimiser la bureaucratie fiscale

5. Renforcer l'efficacité de l'administration

6. Encourager la réduction de la bureaucratie

7. Renforcer l'approvisionnement énergétique

8. Développer l'infrastructure numérique

9. Attirer les talents

10. Renforcer les dépenses

11. Renforcer les dépenses

12. Renforcer les dépenses

13. Renforcer les dépenses

14. Renforcer les dépenses

15. Renforcer les dépenses

10.08.2020

analyse

Vers une bureaucratie durable?

Partie 1: Ce que l'obligation de reporting européenne coûte aux entreprises suisses

Partie 2: Ce qu'un alignement sur les exigences de l'UE coûte aux entreprises suisses

Michele Salvi et Philipp Göttinger

La réglementation en matière de durabilité a considérablement gagné en ampleur et en importance ces dernières années. Cela est particulièrement visible dans la directive de l'UE sur la publication d'informations sur la durabilité, qui oblige les entreprises à rendre compte en détail des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Les entreprises suisses sont également concernées, non seulement par le biais de leurs filiales, mais aussi via leurs chaînes d'approvisionnement. Cette analyse montre l'impact de cette réglementation sur l'économie suisse.

1. De la conviction à la réglementation

Ce qui était au départ une initiative volontaire est aujourd'hui une obligation réglementaire pour de nombreuses entreprises: la publication d'informations sur la durabilité. Les entreprises y publient leurs activités dans les domaines environnemental, social et de gouvernance d'entreprise (ESG). Le terme ESG désigne un concept global de gestion d'entre-

En avant, la Poste !

Réponses au choc douanier

Vers une bureaucratie durable?

Vous avez manqué une infolettre?

Pas de panique, retrouvez-les toutes dans notre [archive des infolettres](#).

© Avenir Suisse, Chemin de Beau-Rivage 7, 1006 Lausanne, Suisse, [avenir-suisse.ch/fr/](https://www.avenir-suisse.ch/fr/)

[A propos de nous](#)

[Déclaration de protection des données](#)

[Pourquoi vous recevez cette infolettre](#)

Afin d'éviter que cet e-mail n'apparaisse dans vos spams, ajoutez NewsletterFR@avenir-suisse.ch à votre carnet d'adresses.

Gestion de l'abonnement